L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:

MERCREDI MATIN, 19 AVRIL 1837.

AMELIORATIONS.

Emplacement du nouveau Théâtre.

Le choix d'un emplacement pour la nouvelle salle, fait le sujet de beaucoup de conversations et la proposition qui a été faite au conseil de la première municipalité à ce sujet, a été renvoyée au comité des améliorations. Cette question, qui paraît si simple au premier abord, et qui semble appartenir tout entière à l'ordre ordinaire d'améliorations, protégé par la corporation, semble obscurcie par les préventions et par les préjugés, et n'ont cependant certaines opinions, elle aurait rejeté dans l'oubli la plus profonde de la routine!

Personne ne disconvient de la commodité de l'emplacement indiqué sur la place du cirque; chacun est d'accord sur les résultats heureux qui en pourraient être le choix pour un quartier condamné jusqu'à présent à une stagnation indéfinie; cependant les personnes intéressées au progrès de l'arrière cité, sont les plus acharnées contre le projet.

Si l'on analyse leurs motifs, on est tout surpris de n'y rencontrer que des lieux communs sur l'utilité d'une place pour établir des nouveautés qui ne s'y prêteraient jamais; sur l'opportunité d'une place pour exercer la légion qui grimpe à mi à mi le pied. On n'entend enfin que prôner la salubrité, la commodité d'une place abandonnée aux chasse-à-nègres et aux jouissances du bourreau! C'est vraiment chose curieuse que l'opposition systématique apportée par l'ancienne population de la cité à ce qui peut améliorer son sort! L'encroûtement des vieilles habitudes est funeste à toute sorte de progrès; et d'après la stagnation de certaines rues, on peut juger de l'esprit qui dirige les propriétaires des terrains. Voyez ces cases couvertes en essentes, et sans cesse réparées en dépit des ordonnances qui défendent les couvertures de ce genre! Voyez ces terrains dont les spéculateurs meurent de soif faute d'en offrir des sommes capables de mettre dans l'ame de les faire valoir, qui y végètent, et dites, si vous le pouvez, quel vertige pour les habitans à ne vouloir rien dessaisir à aucun prix, et à se refuser à y faire des baisses plus profitables: à cela répondez routine et préjugés! Demandez aux propriétaires des maisons avoisinant la place du cirque, vous connaîtrez tout ou et préjugés! Place est la place du cirque; place inutile elle doit rester! Mais, si l'on consulte l'arrière pensée, on verra bientôt s'y nicher un sentiment d'avarice prédominer sur l'intérêt personnel; il est vrai mal conçu n'importe cependant; et c'est parceque l'on suppose que certains individus peuvent profiter de l'abandon que ferait la corporation; c'est parceque l'on croit que les actionnaires du théâtre trouveront à cette donation un grand intérêt, que l'on en réprouve l'idée! Que l'on vende l'emplacement, et la question change de face! c'est précisément vouloir mauvais que l'on sacrifie une place, où partie d'une place, puisque la promesse de y bâtir est toujours, au bout de la cité, et viendrait par leurs rues plus long que l'intérêt pécuniaire de la corporation. Ils ne voient qu'leurs passades de plus ou de moins là où l'économiste voit un système entier d'améliorations, là où le calculateur voit l'accroissement de quartiers tout entiers! "Peuple aurait-il raison de ne pas vouloir de décembre prochain, de dix-huit du montant total de leurs dettes respectives, à laquelle époque la balance due devra être payée en totalité.

Quelques personnes sont d'avis qu'une pareille mesure ne devrait pas être adoptée en ce qu'elle est subversive au principe général qui régie les opérations de nos institutions monétaires. Les banques, disent-elles, n'ont été établies que pour offrir des commodités au public et cet objet ne peut favoriser toutes les branches d'industrie d'après l'avis, le franc remarquer, le cultivateur, et généralement, les hommes de toute profession, ont droit à droits incontestables à leurs faveurs, du moment qu'ils offrent des garanties pleines et entières pour le remboursement des sommes qu'leur sont accordées sur leurs obligations. D'autres vont même jusqu'à dire que la célérité actuelle ne frappe tout au plus qu'une centaine de négocians, qu'une soixantaine de gens à lancés dans des spéculations démesurées. L'embarras financier, ajoutent-ils, ne s'étend pas en deçà de la rue du Canal; du reste de la ville, et dans le moment de détresse, les fortunes sont soudainement saines, mais la contagion qui a pris naissance au faubourg Ste. Marie pourrait gagner les autres parties de la cité, si les escomptes ne lui étaient seulement à cette centaine d'individus. Tous les capitaux des banques seront absorbés pour venir à leur secours, et dans une pareille circonstance il est à craindre que la gêne n'en se communique à l'industrie, à l'industrie, de professeur à profession, qui est aujourd'hui aisée, et qui ce qui n'est maintenant qu'un fléau spécial, ne se métamorphose avant long-temps en une épidémie générale.

Ce raisonnement qui, de prime abord a quelque chose de persuasif n'en est pas moins pour cela susceptible de réfutation, puisqu'il est évident qu'en abandonnant le commerce à ses simples ressources dans un moment où toute la calamité pèse exclusivement sur lui, ce serait vouloir la ruine totale du pays, car il n'est pas d'industrie, depuis l'agriculture jusqu'au plus modeste et au moins lucratif de tous les métiers dont le sort ne soit directement lié au sien dans la grande échelle de ses opérations. Ce raisonnement serait semblable en tête d'un tonnerre—"Coupez un membre gangréné et vous verrez conserver le reste du corps." Mais ici, la question est tout autre différente: si vous tuez le commerce, ou du moins si vous ne lui donnez pas les moyens de parer aux désastres qui le menacent, vous entraînerez la communauté entière dans une ruine certaine, puisque le commerce est la base sur laquelle repose en grande partie son existence, le canal par l'organe duquel il verse ses produits au dehors et reçoit en échange soit du numéraire, soit d'autres denrées nécessaires à sa consommation et à sa prospérité. En sauvant donc le commerce des périls qui le menacent n'est-il pas notoire qu'on travaille au salut de tous et qu'il n'est pas une seule profession qui ne trouve dans les sages mesures que viennent d'adopter les banques de la Nouvelle-Orléans une égide contre cette faillite générale qui plane depuis plus d'un mois sur presque toutes les villes commerçantes des Etats-Unis, la nôtre et New-York plus particulièrement.

A Dieu ne plaise que l'on vous dans cet article une contradiction avec ce que nous avons précédemment écrit et ce que nous écrivons peut-être encore sur la crise financière du jour. Nous avons il est vrai élevé fortement la voix contre ces spéculateurs ambitieux, ces demi-vrais rêveurs de fortune, ne craignant pas de compromettre leurs ressources personnelles et la prospérité de toute une ville, de tout un Etat. Nous avons signalé avec une sorte d'amertume les abus de la constitution monétaire, qui, par leur genre d'application et en donnant trop d'essor aux crédits individuels, enfantaient les premiers germes de cette grande catastrophe dont chacun plus ou moins, ressent les funestes effets. Si, craignant que de semblables encouragemens ne se reproduisent à l'avenir, nous avons cru devoir suggérer aux autorités législatives l'adoption de quelques mesures promptes et salutaires pour restreindre d'un côté le commerce à des limites proportionnées à ses ressources, et de l'autre pour exercer une surveillance active sur le système de crédit ouvert par les banques en faveur de tels ou tels individus Mais doit-il s'ensuivre de nos observations première qu'il ne faille pas, lorsque le danger est réel et que les fortunes les plus solides sont menacées jusque dans leurs fondemens, aviser à des moyens pour préserver le pays d'une catastrophe terrible, quelle que soit d'ailleurs la cause qui l'ait produite? Nos écrits n'ont été que de sages prévisions pour l'avenir. Mais déplorant comme tout bon citoyen doit faire la calamité qui enveloppe maintenant notre système commercial, nous ne saurions qu'applaudir au zèle qu'ont mis les banques de la Nouvelle-Orléans à venir au secours des opprimés et à leur fournir toutes les facilités imaginables pour faire face à des engagemens que d'ailleurs nous condamnons mais qui n'en exercent pas moins une influence des plus grandes sur la prospérité actuelle du pays et sur ses destinées futures

PAR LA MALLE EXPRESSE.

La correspondance du *Journal du Commerce* de New-York, lui donne quelques nouvelles apportées par le navire Oconer, en 26 jours de Liverpool à Philadelphie. Les avis commerciaux du 13 mars annoncent encore une baisse dans les cotons de 1/4 à 3/8 d; et en quelques circonstances d'un 1/2 d.

ABOLITIONISME CONTRE ABOLITIONISME DANS LE MASSACHUSSETTS.

Nos lecteurs se rappelleront sans doute avoir lu dans un numéro de l'Abeille que la législature de l'Etat du Massachussetts avait adopté une série de résolutions demandant de la manière la plus formelle l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombia. Ce même corps a depuis lors adopté d'autres résolutions annulant en tout point les premières. En voici fut donné à l'unanimité. Cette dernière mesure semble avoir été accueillie avec joie par le peuple de l'Etat, et plus particulièrement par la population de Boston.

INCENDIE PAR LA FOUDRE.

Un coup de tonnerre a mis le feu le 9 avril, au clocher de l'église du révérend M. Pierpont à Boston. Malgré les secours donné par les compagnies de pompiers un n'a pu parvenir à sauver cette partie de l'édifice qui a été entièrement consumée, le reste fut préservé des flammes.

SINISTRES.

Le brick Gem, parti de Philadelphie pour Boston, en descendant la baie de la Delaware, le 10 du courant a touché sur les bas fonds, à 7 à 8 milles au dessus du cap May. Une voie d'eau s'étant déclarée à la pompe furent mises en activité. Mais l'eau gagnant toujours et étant parvenu à deux pieds de hauteur au dessus du plancher de la cabine, le capitaine a jugé prudent de jeter son bâtiment à la côte.

—Un autre bâtiment, le navire Ellen, parti de Matanzas pour New York a eu pareil à la côte dans la nuit du dimanche, 9 du courant, sur la barre de Great-Egg Harbour. Le chargement du navire consistait en mélasse. On était déjà parvenu à sauver 160 boucaults, quelques bâtimens légers continuaient le déchargement, et l'on avait l'espoir de remettre l'*Ellen* à flot.

Marché monétaire du Nord.

Les feuilles d'épreuves du Commercial Herald, de Philadelphie, annoncent que le marché monétaire de cette ville s'était de beaucoup amélioré dans la journée du 11. En dedommagement, les feuilles de New-York nous représentent cette place dans la même consternation et même abattement que ci-devant. Les affaires ne se faisaient qu'au comptant. Plus d'escompte. Depuis la faillite de Josh. Ils, il y en avait 128 autres; savoir: 15 marchands de soufiers, 14 imprimeurs, 31 spéculateurs en actions de banques et d'autres, 17 courtiers de change, 18 épiciers, 4 encanteurs, 6 commissionnaires en marchandises sèches et 23 de diverses autres professions.

Une lettre de Madère datée du 11 février, fait mention qu'un ouragan avait eu lieu le 9 et le 10, et que les navires qui se trouvaient dans le port avaient tous chassé sur leurs ancres, le "Hannah" qui en faisant partie et qui prenait son lest, a été jeté au large et sombra bientôt avec tout l'équipage.

NOUVELLES DIVERSES.

Les journaux de Paris du 6 mars, donnent l'extrait suivant d'une lettre datée du Caire, le 15 janvier:

"Le boy Ling-Effendi vient d'arriver en cette ville; il est, dit-on chargé de faire la demande de Méhémet Ali de deux millions de piastres turques pour l'occupation de l'Ile de Candie durant les dix dernières années, à moins que le pacha n'aime mieux renoncer à la possession de cette île. Les Grecs et les Français ont déjà offert au gouvernement turc plusieurs millions de piastres pour la céder à l'un ou à l'autre de ces deux peuples, lesquels devraient être souverains de la manière que le président et les directeurs le prescrivent et lui paieraient la valeur, moyennant le surplus des dites actions pour le bénéfice de la dite compagnie mais pas audessous de leur valeur au pair.

Sect. 3. Il est de plus décrété, &c., Qu'il sera du devoir du président et des directeurs de la dite compagnie d'ouvrir des livres et de recevoir des souscriptions pour le dit fonds tel qu'il est ci-avant mentionné pendant quinze jours ou plus ou moins de temps et du lieu fixé pour l'ouverture des dits livres, lesquels devront rester ouverts pendant toute une année entière, les dimanches exceptés, sous la direction de tels commissaires que le président et les directeurs désigneront, et si à l'expiration de l'époque fixé le montant au fonds exigé n'avait pas été souscrit le président et les directeurs de la dite compagnie pourront ouvrir de nouveaux les dits livres et désigner l'époque et le lieu qu'ils jugeront convenables, et dans le cas où les souscriptions excéderaient le montant du fonds exigé, le président et les directeurs devront réduire les souscriptions toutes de manière à ce qu'aucune d'entr'elles ne soit de bâtir tant qu'il ne resera rien de plus pour le fonds exigé.

Sect. 4. Il est de plus décrété &c., Qu'en aucun temps pour souscrire la somme ou cinq pour cent sur chaque action qui aura été souscrite, et la reste sera payé à tel terme et à telles époques que le président et les directeurs pourront fixer; bien entendu, qu'on ne pourra exiger plus de cinq pour cent à la fois et bien entendu aussi qu'un terme ne devra pas être moins de trente jours dans au moins deux gazettes où l'une devra être publiée à la Nouvelle Orléans, et l'autre à Convington, dans la paroisse St. Tammany, et dans le cas où des souscripteurs refuseraient de payer un des versemens ainsi exigé dans les soixante jours qui leur avont l'échéance du dit terme les actions qui leur seront à la charge de la compagnie pourront être vendues par le président et les directeurs pour tout ce qu'elles seront portées au profit de la compagnie et il sera pourvu à ce que les propriétaires soient publiés à cet effet de cette vente par une nouvelle souscription ouverte dans le but d'établir pour l'avenir un système uniforme d'impôt sur les mutations, par patentes ou par timbre de couleur. Nombre d'objections spécieuses ont été faites à cet article du projet de loi et l'on a exprimé un désir de voir supprimer l'ancienne cire à cacheter rouge et blanche non ratifiées, sur lesquels il serait proposé de maintenir la surtaxe. La majorité s'opposera probablement à cette suggestion et se souffrira pas qu'une clause de cette importance soit sitôt et si subitement abrogée, et l'on peut attendre de la loi de M. Duchatel. L'accident et la consommation occasionnés par la réduction des prix et l'introduction des sucres étrangers par suite de la diminution de surtaxe, tels sont aux autres avantages marqués ceux que les raffineurs sont certains de trouver dans le projet de loi Duchatel. En conséquence, d'après les observations précédentes, il est de l'intérêt des raffineurs français de seconder au commerce des ports de mer pour empêcher la mesure du minimum et s'opposer à toute modification que l'on voudrait y faire.

☞Un superbe voiture appartenant à la compagnie des tuyaux à incendie de la Louisiane, sera vendue aujourd hui à la Bourse des Négocians, rue Royale. Le public est invité à aller la visiter. 19 av

☞Le navire paquebot MOCTEZUMA, capitaine Maurau, partira positivement dimanche prochain, 23 du courant. Pour passage s'adresser à bord au bas du marché aux légumes ou au bureau du soussigné.

19 av LEVI H GALE, 13 rue de la Commune.

COMMERCIAL

Coton—Nous avons encore à rapeier qu'aucune vente n'est venue à notre connaissance; il se fait actuellement quelques envois mais pour compte de détenteurs.

Nous réduisons nos cours pour la farine et pour tous les autres articles en fait de provisions, et à ces taux quelques ventes ont lieu, mais elles ne sont nullement étendues et se bornent même à de très petits parties. L'argent est toujours rare.

PRIX-COURANT
Du Coton et de divers Produits.
Nouvelle Orleans, 18 avril 1837.

Articles divers.	De	A
COTON...Choix	—	—
...Bon, très qualité	—	—
...Dito de dito	—	—
...Moyen	—	—
...Ordinaire	—	—
SUCRE...Nile-Orléans	5	6½
MELASSE	26	29
TABAC...1re qualité	3	4
...2de qualité	2½	3
...Côtes	1½	2
...Cuisse	1	1½
...Gubo	4½	5
FARINE	6 25	6 50
PORC...Clair	21	22½
...Mess	19	20
...Prime	15	15 50
...Plat-Côte	6	6½
JAMBON Fumé	10	10½
...Côtes	9	9½
...Epaules	7½	7½
...Plat-Côtes	84	5
BŒUF...Mess	14	15 50
...Prime	10 50	11 11
GRAISSE	7	9½
BEURRE...Du Nord	24	25
MAIS	50	55
AVOINE	56	—
WHISKEY...rectifié	32	34
...Commun	24	—
TOILE...D'emballage	23	24
CORDE...D'emballage	11	9½

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS

Expédiés.

Brick Pico, Crowell, Boston, L H Gale
Brick North America, Park, N. York, W G Hewes
Brick Howell, Suily, Savannah & Charleston.
Bailey & Abbott
Goelette Pocahontas, Wade, Providence, J Armington,
Goelette Emblem, Lothrop, Pensacola, Helford & Surgenfrey
Goelette Mobile Sinrk, Mobile, Damarin & co
Goelette Lebanon, Talbot, Baltimore D Maslon
Goelette Rienzi, Berry, Boston, S & J P Whitben

Arrivés

Goelette William Wallace, Spaulding, venant de la Mobile.
Goelette Samuel L Southward, Sharpe, de la Mobile.
Bateau à vapeur Commerce, Mabe, de St Martinville.
Bateau à vapeur Asia, Church, de Portsmouth, au capitaine.
Bateau à vapeur Louisiana, Dillon, venant de Louisville.
Quatorze chalans de Lawrence, Morgan et Jackson county.
Un keel boat de la côte.

ON demande un jeune homme de 15 à 16 ans, comme apprenti pour l'impression Lithographique. S'adresser au Bureau de l'*Abeille*. 5 av—20

Par Autorité.
[No 114.]
ACTE

Pour incorporer la Compagnie du chemin à embranchement de la Louisiane et du Mississipi.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en Assemblée Générale, que James F. Bowie, A. G. Penn, Milton H. Penn, Thomas H. Bridges, Bridges, J. J. J. Mortier, Moses Eastman et George T. Gilbert, ou aucun d'eux, leurs successeurs et ayant cause sont par le présent acte érigés en un corps politique sous le nom et titre de "Compagnie du chemin à embranchement de la Louisiane et du Mississipi," et sous ce titre pourront transmettre leurs droits par succession et à perpétuité et jouiront de tous les droits et pouvoirs maintenant accordés par la loi aux corporations particulières sous condition que la dite compagnie devra construire le sus dit chemin de la manière ci-après décrite; pourvu que la durée de la charte ne n'étende que jusqu'à l'année mil huit cent cinquante vingt sept.

Sect. 2. Il est de plus décrété, &c., Que la dite capital de la dite compagnie sera de cinq cent mille piastres et dans le cas où ce montant se suffirait pas pour achever le chemin, les directeurs et les directeurs de la dite compagnie auront le droit d'augmenter le susdit fonds capital d'autant d'actions qu'ils jugeront nécessaires: Bien entendu que ledit capital ne devra pas excéder huit cent mille piastres sous aucun prétexte en actions de cent piastres chaque, lesquels devront être souscrites de la manière que le président et les directeurs le prescriront et dans le lieu qu'ils désigneront. Et il sera loisible à toute personne de souscrire le surplus des dites actions pour le bénéfice de la dite compagnie mais pas audessous de leur valeur au pair.

Sect. 3. Il est de plus décrété, &c., Qu'il sera du devoir du président et des directeurs de la dite compagnie d'ouvrir des livres et de recevoir des souscriptions pour le dit fonds tel qu'il est ci-avant mentionné pendant quinze jours ou plus ou moins de temps et du lieu fixé pour l'ouverture des dits livres, lesquels devront rester ouverts pendant toute une année entière, les dimanches exceptés, sous la direction de tels commissaires que le président et les directeurs désigneront, et si à l'expiration de l'époque fixé le montant au fonds exigé n'avait pas été souscrit le président et les directeurs de la dite compagnie pourront ouvrir de nouveaux les dits livres et désigner l'époque et le lieu qu'ils jugeront convenables, et dans le cas où les souscriptions excéderaient le montant du fonds exigé, le président et les directeurs devront réduire les souscriptions toutes de manière à ce qu'aucune d'entr'elles ne soit de bâtir tant qu'il ne resera rien de plus pour le fonds exigé.

Sect. 4. Il est de plus décrété &c., Qu'on paiera un moment de souscrire la somme ou cinq pour cent sur chaque action qui aura été souscrite, et la reste sera payé à tel terme et à telles époques que le président et les directeurs pourront fixer; bien entendu, qu'on ne pourra exiger plus de cinq pour cent à la fois et bien entendu aussi qu'un terme ne devra pas être moins de trente jours dans au moins deux gazettes où l'une devra être publiée à la Nouvelle Orléans, et l'autre à Convington, dans la paroisse St. Tammany, et dans le cas où des souscripteurs refuseraient de payer un des versemens ainsi exigé dans les soixante jours qui leur avont l'échéance du dit terme les actions qui leur seront à la charge de la compagnie pourront être vendues par le président et les directeurs pour tout ce qu'elles seront portées au profit de la compagnie et il sera pourvu à ce que les propriétaires soient publiés à cet effet de cette vente par une nouvelle souscription ouverte dans le but d'établir pour l'avenir un système uniforme d'impôt sur les mutations, par patentes ou par timbre de couleur. Nombre d'objections spécieuses ont été faites à cet article du projet de loi et l'on a exprimé un désir de voir supprimer l'ancienne cire à cacheter rouge et blanche non ratifiées, sur lesquels il serait proposé de maintenir la surtaxe. La majorité s'opposera probablement à cette suggestion et ne souffrira pas qu'une clause de cette importance soit sitôt et si subitement abrogée, et l'on peut attendre de la loi de M. Duchatel. L'accident et la consommation occasionnés par la réduction des prix et l'introduction des sucres étrangers par suite de la diminution de surtaxe, tels sont aux autres avantages marqués ceux que les raffineurs sont certains de trouver dans le projet de loi Duchatel. En conséquence, d'après les observations précédentes, il est de l'intérêt des raffineurs français de seconder au commerce des ports de mer pour empêcher la mesure du minimum et s'opposer à toute modification que l'on voudrait y faire.

Par Autorité.
[No 116.]
ACTE

Pour incorporer la Compagnie du chemin à embranchement de la Louisiane et du Mississipi.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en Assemblée Générale, que James F. Bowie, A. G. Penn, Milton H. Penn, Thomas H. Bridges, Bridges, J. J. J. Mortier, Moses Eastman et George T. Gilbert, ou aucun d'eux, leurs successeurs et ayant cause sont par le présent acte érigés en un corps politique sous le nom et titre de "Compagnie du chemin à embranchement de la Louisiane et du Mississipi," et sous ce titre pourront transmettre leurs droits par succession et à perpétuité et jouiront de tous les droits et pouvoirs maintenant accordés par la loi aux corporations particulières sous condition que la dite compagnie devra construire le sus dit chemin de la manière ci-après décrite; pourvu que la durée de la charte ne n'étende que jusqu'à l'année mil huit cent cinquante vingt sept.

Sect. 2. Il est de plus décrété, &c., Que ladite capital de la dite compagnie sera de cinq cent mille piastres et dans le cas où ce montant se suffirait pas pour achever le chemin, les directeurs et les directeurs de la dite compagnie auront le droit d'augmenter le susdit fonds capital d'autant d'actions qu'ils jugeront nécessaires: Bien entendu que ledit capital ne devra pas excéder huit cent mille piastres sous aucun prétexte en actions de cent piastres chaque, lesquels devront être souscrites de la manière que le président et les directeurs le prescriront et dans le lieu qu'ils désigneront. Et il sera loisible à toute personne de souscrire le surplus des dites actions pour le bénéfice de la dite compagnie mais pas audessous de leur valeur au pair.

Sect. 3. Il est de plus décrété, &c., Qu'il sera du devoir du président et des directeurs de la dite compagnie d'ouvrir des livres et de recevoir des souscriptions pour le dit fonds tel qu'il est ci-avant mentionné pendant quinze jours ou plus ou moins de temps et du lieu fixé pour l'ouverture des dits livres, lesquels devront rester ouverts pendant toute une année entière, les dimanches exceptés, sous la direction de tels commissaires que le président et les directeurs désigneront, et si à l'expiration de l'époque fixé le montant au fonds exigé n'avait pas été souscrit le président et les directeurs de la dite compagnie pourront ouvrir de nouveaux les dits livres et désigner l'époque et le lieu qu'ils jugeront convenables, et dans le cas où les souscriptions excéderaient le montant du fonds exigé, le président et les directeurs devront réduire les souscriptions toutes de manière à ce qu'aucune d'entr'elles ne soit de bâtir tant qu'il ne resera rien de plus pour le fonds exigé.

Sect. 4. Il est de plus décrété &c., Qu'on paiera un moment de souscrire la somme ou cinq pour cent sur chaque action qui aura été souscrite, et la reste sera payé à tel terme et à telles époques que le président et les directeurs pourront fixer; bien entendu, qu'on ne pourra exiger plus de cinq pour cent à la fois et bien entendu aussi qu'un terme ne devra pas être moins de trente jours dans au moins deux gazettes où l'une devra être publiée à la Nouvelle Orléans, et l'autre à Convington, dans la paroisse St. Tammany, et dans le cas où des souscripteurs refuseraient de payer un des versemens ainsi exigé dans les soixante jours qui leur avont l'échéance du dit terme les actions qui leur seront à la charge de la compagnie pourront être vendues par le président et les directeurs pour tout ce qu'elles seront portées au profit de la compagnie et il sera pourvu à ce que les propriétaires soient publiés à cet effet de cette vente par une nouvelle souscription ouverte dans le but d'établir pour l'avenir un système uniforme d'impôt sur les mutations, par patentes ou par timbre de couleur. Nombre d'objections spécieuses ont été faites à cet article du projet de loi et l'on a exprimé un désir de voir supprimer l'ancienne cire à cacheter rouge et blanche non ratifiées, sur lesquels il serait proposé de maintenir la surtaxe. La majorité s'opposera probablement à cette suggestion et ne souffrira pas qu'une clause de cette importance soit sitôt et si subitement abrogée, et l'on peut attendre de la loi de M. Duchatel. L'accident et la consommation occasionnés par la réduction des prix et l'introduction des sucres étrangers par suite de la diminution de surtaxe, tels sont aux autres avantages marqués ceux que les raffineurs sont certains de trouver dans le projet de loi Duchatel. En conséquence, d'après les observations précédentes, il est de l'intérêt des raffineurs français de seconder au commerce des ports de mer pour empêcher la mesure du minimum et s'opposer à toute modification que l'on voudrait y faire.

Avis de Banques et de Comp.

BANQUE DE CARROLLTON.

Lundi après midi, 17 Avril 1837.

UNE assemblée des directeurs, tenue ce jour, les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées:

Résolu, Que les facilités suivantes seront accordées aux personnes qui doivent à cette institution, savoir: Que jusqu'au premier jour de décembre prochain la banque recevra dans les billets ci-dessous à 60 jours, qui lui seront présentés à cet effet, et les billets échéant à 6 mois, sauf une déduction de 10 pour cent, à discrétion, et réservant le droit d'exiger des sûretés additionnelles lorsqu'elle le jugera nécessaire.

JOHN MCCRAY, Caissier.

19 avril

Association Commerciale des Cultivateurs de la Louisiane.

Nlle Orléans, 17 avril 1837.

LA direction de cette banque a adopté l'amendement suivant:

Résolu que les facilités ci-après seront accordées aux personnes qui ont à payer à cette institution, savoir:

Un dixième de diminution en renouvellant les billets payables à 60 jours, et un cinquième en renouvellant ceux payables à 120 jours. La direction se réserve le droit d'exiger des sûretés additionnelles lorsqu'elle le jugera convenable.

18 av A. BAUDOIN, caissier.

BANQUE des Améliorations.—A partir de ce jour et jusqu'au 1er décembre prochain, les billets escomptés sont renouvelés moyennant que diminution de 10 pour cent lorsque le billet sera à 60 jours et de 20 pour cent lorsqu'il sera à 6 mois. Le directeur se réserve le droit d'exiger des sûretés additionnelles lorsqu'elle le jugera convenable.

19 av J. RABOTEAU, caissier.

BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE

Nouvelle Orléans 18 avril 1837.

LA résolution suivante a été adoptée à l'unanimité par la direction.

Résolu qu'à partir de ce jour et jusqu'au 1er décembre prochain, tous billet escompté sera renouvelé avec une diminution de 10 pour cent lorsque le billet offrira pour 3 jours et de 20 pour cent lorsqu'il sera à 6 mois, la direction se réservant le droit d'exiger des sûretés additionnelles lorsqu'elle le jugera convenable.

J. B. FERRAULT.

17 av—8

Banque des Citoyens,

Nouvelle Orléans, 10 avril 1837.

LES actionnaires de cette banque sont prévenus que le pouvoir se prévaloir de 30 pour cent de cet dividende sera donné à leurs ordres.

Par ordre de la direction.

J B FERRAULT, caissier

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DE LA NOUVELLE ORLEANS—16 avril 1837.

UNE assemblée générale des directeurs de cette institution, aura lieu le mardi, 24 du courant. Les actionnaires sont respectueusement invités à y assister.

AUG. ST. MARTIN,
17 av—9 secrétaire.

Compagnie du chemin à Couleau du Golfe du Mexique.

A Une assemblée des commissaires nommés par les actionnaires de la Compagnie du Golfe du Mexique, à laquelle étaient présentes Messrs. le Mélusedon, John Parker, Stephen B Prentiss, Jacques Toutant Beauregard, Charles de Buys, Jacques Bouligny, Gabriel H. Allard et Alfred Ducros, il a été résolu que les livres de souscription au fonds capital de la dite compagnie seront ouverts dans le but que personne ne souscrive plus de cent actions chacun, et